

Les espaces académiques de la philosophie : continuités et ruptures dans l'université (1943-1952)

Lucía A. Belloro

CREDA, UMR 7227, IHEAL – Paris III, Sorbonne Nouvelle

Introduction

En avril 1949, quelques jours après l'approbation de la nouvelle Constitution Nationale, le président J.D. Perón prononce son discours sur la *Comunidad organizada* en clôture du Premier Congrès National de Philosophie à Mendoza. Le Congrès de philosophie, qui était une initiative de l'Université de Cuyo, devient ainsi une grande scène de la vie politique argentine et dévoile l'Université comme un espace de luttes politiques. En effet, l'étude de l'espace de l'université en tant qu'espace de production de savoir et de circulation des idées pendant la période du premier péronisme a été le plus souvent reléguée à un plan secondaire. Les travaux concernant l'université à cette période se sont le plus souvent centrés soit sur la gestion universitaire institutionnelle soit sur l'étude de l'université en tant qu'espace de luttes politiques, notamment à partir des études du *claudio* étudiant. Concernant les travaux sur l'activité intellectuelle, ils se sont attardés surtout sur le riche et varié pôle de l'intellectualité anti-péroniste, laissant de côté l'activité et la production intellectuelle de ceux qui ont d'une manière ou d'une autre consenti ou adhéré au péronisme. Même quand de récents travaux ont mis la focale sur les intellectuels péronistes, cherchant une issue à la dichotomie polarisée instaurée par le milieu intellectuel de cette période, peu d'études se sont attardées sur l'activité intellectuelle d'alors à l'intérieur des Facultés et des Universités, sur l'évolution des disciplines et les circulations des idées au sein de l'institution. Le milieu académique-universitaire est bien plus hétérogène que les images dichotomiques produites entre un groupe d'intellectuels libéraux anti-péronistes expulsés de l'université et un groupe d'adhésion péroniste et catholique à l'université.

Dans l'esprit de contribuer à complexifier le panorama des universités et des universitaires dans la période du premier péronisme, dans ce travail je cherche à rendre compte de certaines continuités et ruptures qui ont lieu dans le milieu universitaire de la philosophie de la révolution de juin au premier gouvernement péroniste. Il s'agira ainsi de mettre en relief certains processus en marche dans la vie universitaire argentine en ce qui concerne l'évolution de la discipline philosophique afin d'analyser dans quelle mesure l'arrivée du premier gouvernement péroniste a provoqué des impacts au sein des universités et des espaces de la philosophie. Dans une première partie nous nous centrerons sur l'*intervención*¹ de 1943 pour ensuite analyser, dans un deuxième moment, celle de 1946 et ses implications au sein de la carrière de Philosophie, en nous centrant – pour des raisons de temps et de sources explorées – sur la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Buenos Aires.

Le contrôle des universités : Continuités et ruptures 1943-1946.

En effet, lors du coup d'état du GOU, en juillet 1943 il a été décrété la prise en main de l'Université argentine par le gouvernement en raison de « l'infiltration d'éléments étrangers au milieu étudiant [qui sont] contraires aux sains intérêts de la nationalité » (Berdichevsky, 1965 : 108). Commencant avec l'Université du Littoral par la désignation de Jordán Bruno Genta, au bout de quelques mois - de juillet à novembre 1943 - toutes les universités

nationales sont prises sous contrôle du gouvernement afin de rétablir l'ordre et contribuer à cimenter les valeurs de la nation, plaçant à la tête de chacune des représentants de l'intégrisme catholique². En même temps, sous la houlette du Ministère de la Justice et de l'Instruction Publique, qui depuis octobre 1943 était à la charge du nationaliste antisémite Martínez Zuviría, s'ordonnent les démissions des professeurs ayant signé un pamphlet en faveur de la démocratie effective et de solidarité américaine.

Si la pratique de reprendre le contrôle de l'université avait été un exercice courant pour les gouvernements qui se sont succédés depuis les grands mouvements réformistes, l'enjeu de cette *intervención* de 1943 ne tournait pas seulement autour de la « normalisation » des académies essayant de calmer le caractère dit « subversif » des réformistes et la politisation des étudiants. Elles étaient menées principalement dans l'objectif de consolider une contre-réforme capable de produire une sorte « d'évangélisation » de la société via l'enseignement religieux au niveau de l'école primaire et de l'enseignement classique et patriotique au niveau de l'enseignement supérieur qui aboutisse à cimenter les valeurs de la Nation catholique.

Bien que les militaires au gouvernement ne formassent pas un tout homogène, ce qui se manifestait dans des politiques contradictoires et une instabilité ministérielle, en ce qui concerne l'éducation il s'agissait d'un programme de politique universitaire « au service d'une idéologie rédemptrice » (Halperin Donghi, 1962). La mission de l'Université Argentine dans la vague de *intervención* 1943 est bien celle de former les élites intellectuelles capables de cimenter les valeurs de la Nation Catholique. J.B. Gente exprimait ainsi leur mission :

Nous voulons réintégrer Aristote dans l'Université, nous voulons de la métaphysique à l'Université (...) Sa mission est de former en permanence des authentiques aristocraties de l'intelligence (...) nous devons restituer l'Université à son sens national, à son rang classique, à son ancienne hiérarchie ; celle de sauver la jeunesse de frivoles idées modernes et de déraisonnables idées sur un ordre social qui ne serait pas structuré selon les fins transcendants... (Berdichevsky, 1965 : 145)

Quelques mois après cette déclaration, Etcheverry Boneo en tant *qu'Interventor* de l'Université Nationale du Littoral (succédant J.B.Genta et avant de devenir lui-même le dernier Ministre de la Justice et de l'Instruction publique de la Révolution de Juin) produit un projet de statut universitaire afin de coordonner les activités des différentes universités au niveau national. Dans celui-ci il proposait, entre autres choses, un examen rigoureux pour une sélection d'accès sévère à l'université, l'assiduité obligatoire et la mise en place de cours religieux et « argentinistes ». D'après ses propres mots « on cherche ici une formation humaniste, chrétienne et argentiniste destinée aux élites du pays » (Etcheverry Boneo, 1944 : 7).

Ainsi, d'une part, les célébrations des éphémérides de la vie nationale ont été intégrées dans les obligations des universités afin que l'université puisse « former des caractères forts et conscients des vertus nationales » (Etcheverry Boneo, 1944 : 1). D'autre part, le christianisme dans l'université atteint son paroxysme avec le décret soussigné par *l'Interventor* de l'Université de Buenos Aires [UBA] (1944) Carlos Obligado (sous le Ministère d'Alberto Baldrich) pour faire participer l'université de manière officielle dans la célébration du *Corpus Christi* et en habilitant le diplôme de Théologie pour donner des cours de Psychologie, Philosophie, Latin et Morale (sans compter qu'il avait introduit l'enseignement confessionnel dans les Collèges dépendant de l'Université). Par ailleurs, il avait aussi encouragé la formation d'un nouveau plan d'étude de philosophie avec José Oria, J. P. Ramos, Tomás Casares et Octavio Derisi afin que l'université devienne une institution à l'image et ressemblance de leur lignée.

Après un bref interlude de ‘normalisation’ des universités entre février et septembre 1945, résultat des pressions politiques et des tentatives de normalisation du pays, vers la fin de la guerre, en 1946, les universités sont à nouveau tombées sous contrôle du gouvernement et les professeurs qui avaient été réincorporés ainsi que les doyens élus quelques mois auparavant sont à nouveau mis à la porte. Cette nouvelle vague d’interventions, maintenant les valeurs catholiques comme pilier de la société argentine, semble obéir davantage aux intérêts du mouvement péroniste qu’à l’Église catholique et marquent un déclin des catholiques intégristes membres de l’Action Catholique au sein des universités. Ceci soulève quoique de manière très subreptice, une tension qui se fera de plus en plus marquante au fil des années entre le gouvernement péroniste et l’église concernant le contrôle de l’enseignement. En effet, les universités tombées sous les mains du catholicisme intégriste en 1943, et après la brève impasse de ‘normalisation’ en 1945, sont désormais sous contrôle des universitaires issus des études traditionnelles de la Faculté de Médecine et de celle de Droit de l’Université de Buenos Aires³.

En 1946, la désignation d’Ivanissevich comme Recteur *Interventor* de l’UBA d’abord, et Ministre de l’Éducation par la suite met en relief la filiation catholique et nationaliste qui lie le gouvernement péroniste à la révolution de Juin. Pourtant, il ne faut pas oublier que - reprenant les mots de Lila Caimari - « le péronisme était une coalition beaucoup plus complexe que l’expression politique du nationalisme catholique hispanisant que transmettaient les discours du Secrétaire de l’Éducation » (Caimari, 2010 : 146). Ainsi, si par l’*intervención* de 1946 qui avait fini par l’expulsion d’un grand nombre de professeurs, et par la nouvelle loi universitaire⁴, l’université devenait un espace de lutte politique en continuité avec la période précédente contre la gauche libérale et les professeurs « libéraux », elle devenait aussi l’un des espaces de dispute au catholicisme conservateur. Dans ce sens, le panorama à l’intérieur des facultés et de l’enseignement de la philosophie est bien plus complexe et hétérogène que l’image construite après 1955 d’une prédominance du thomiste catholique. Les disputes et tensions entre divers courants de la philosophie dans l’espace universitaire se font évidentes - comme on le verra par la suite - lors de la célébration du premier congrès national de philosophie.

Les espaces de philosophie en dispute et la Faculté de Philosophie à Buenos Aires.

D’après les données de Félix Luna, l’*intervención* des universités en 1946 avait laissé 1250 professeurs déplacés de leur poste dans les universités nationales (Luna, 1984). À la Faculté de Philosophie et Lettres de l’Université de Buenos Aires est nommé *Interventor* adjoint en 1946 Enrique François⁵. Pendant sa gestion il procède à 15 démissions, 13 licenciements et quelques retraites d’office⁶. Dans les études de philosophie ceci a signifié de manière plus concrète le déplacement de Jacinto Cuccaro de la chaire d’histoire de la philosophie moderne et contemporaine, du professeur Francisco Romero de la chaire de Gnoséologie et Métaphysique, de Lidia Peradotto et Sansón Raskovsky de la chaire de logique et le professeur León Dujovne de Psychologie où il exerçait comme professeur extraordinaire. Tous ces professeurs étaient liés à l’activité du Collège Libre d’Études Supérieures (CLES) où jusqu’au moment des expulsions ils partageaient les espaces avec des professeurs qui resteront à l’université pendant la décennie péroniste.

Ces expulsions ont provoqué de fortes contestations de la part des étudiants ainsi qu’une confrontation dans le milieu universitaire entre les professeurs désormais appelés « flor de ceibo »⁷ et ceux qui avaient été expulsés. Or, il n’y a pas eu d’effets majeurs ni dans les taux

d'inscriptions qui allait en augmentation depuis les années 1940 (quoique toujours bien en dessous des études traditionnelles de Droit et de Médecine), ni, comme l'a signalé Buchbinder, dans les programmes d'études depuis les grandes modifications survenues aux années réformistes. L'université de Buenos Aires continuait ainsi une direction humaniste et encyclopédiste en accord au plan d'étude de 1927. D'ailleurs, le renouveau du corps de professeurs a, plus que permis l'entrée des professeurs sans expérience ou venus d'ailleurs, produit un reclassement du bas vers le haut des professeurs travaillant déjà dans le milieu universitaire. Les professeurs qui ont d'abord remplacé les expulsés puis qui se sont affirmés dans leur poste une fois les concours ouverts en 1947 sous la loi 13.031 étaient déjà des professeurs en charge de cours au sein de la même faculté et pour la plus grande partie à la charge de la même chaire : toujours à Buenos Aires, par exemple, c'est le cas de la chaire d'Histoire de la philosophie moderne et contemporaine reprise par Carlos Astrada en tant que titulaire et Miguel Angel Virasoro en tant que professeur Adjoint, tous les deux ayant déjà été nommés comme professeurs Adjoints à charge dans les années 1940 ; de même que Astrada et Rafael Virasoro prennent la chaire de Gnoséologie et Métaphysique, laissée vide par l'expulsion de Francisco Romero.

C'est dans ce contexte de transformation de la loi régulatrice des universités et du repositionnement du corps professoral que l'intention de faire un congrès argentin de philosophie est née par l'initiative de Juan Ramon Sepich en 1947 depuis l'Institut de Philosophie de l'Université de Cuyo (qu'il dirigeait depuis 1946). Dès sa convocation le congrès avait suscité des contestations. D'une part, les professeurs déplacés de la Faculté centrés autour de la figure de Francisco Romero et de Risieri Frondizi déclenchent une sorte de boycott depuis les États-Unis à travers *l'American Philosophical Association*. D'autre part, l'ancrage catholique prétendu par Sepich dans sa convocation provoque la contestation des professeurs de philosophie appartenant toujours à l'UBA autour de la figure de Carlos Astrada qui se battait pour changer la thématique du Congrès et occuper une place légitime au sein de l'institution académique.

Le congrès argentin de philosophie n'a pas tardé à être récupéré par le gouvernement péroniste qui décide de nationaliser l'événement, donnant ainsi non seulement un cadre national à la production philosophique argentine et l'insérant dans la politique éducative du récemment créé Ministère de l'Éducation, mais aussi se permettant de répondre aux critiques qui l'accusaient de fascisme et montrant l'Argentine comme un pays de libre expression et de haute culture.

Outre les utilisations politiques de l'événement célébré finalement à peine quelques jours après la nouvelle constitution nationale approuvée, il est intéressant de remarquer que la nationalisation avait provoqué un premier glissement dans le Congrès qui passait d'être un événement à « propos sectaire » (tel que les jeunes professeurs de Buenos Aires désignaient le Congrès organisé par Sepich) à un Congrès « au service de la Nation ». Désormais du ressort du Ministère de l'Éducation, et face à la « péronisation » de l'événement, Sepich démissionne trois mois après la nationalisation donnant une plus grande marge de manœuvre aux groupes « séculiers » de la philosophie de l'Université de Buenos Aires.

Une fois réappropriés par les jeunes professeurs de l'Université de Buenos Aires, les secrétariats d'organisation sont modifiés passant désormais principalement sous la responsabilité de Coriolano Alberini et J. L. Guerrero. Les thématiques proposées sont aussi modifiées donnant ainsi une nouvelle projection internationale au Congrès et permettant d'y

faire entrer un courant philosophique et politique clairement opposé au clergé et au néo-thomisme en vogue depuis les interventions de 1943.

Ainsi en 1948, presque en même temps que le congrès s'organise, s'ouvrent les concours aux chaires et quelques modifications surviennent au programme d'études. Nous constatons donc que si Tomás Casares s'est maintenu comme titulaire d'histoire de la philosophie ancienne et médiévale depuis les années 1930, Nicolas Derisi⁸, J. R. Sepich et Manuel Río, tous les trois professeurs adjoints à la chaire de Casares seront déplacés de la Faculté de Philosophie de l'UBA, non par intronisation du gouvernement mais en grande partie dû aux pressions exercées depuis l'Institut de Philosophie sous la direction de Carlos Astrada. Ce qui nous permettrait de penser que le premier congrès national de philosophie a fonctionné donc dans le milieu universitaire *porteño* comme un moment légitimateur de ces nouveaux titulaires de chaires qui disputaient la place dans l'académie des professeurs catholiques qui étaient présents dans la faculté depuis les années 1930 et surtout dans les premières années des années 1940.

En conséquence, l'aristotélisme et le thomisme perdaient du poids au sein de la philosophie à Buenos Aires, étant désormais bornés à une chaire, celle de la Philosophie Antique et Médiévale. En contrecoup, ceci permettait de renforcer la tradition continentale contemporaine de la philosophie dans le reste du parcours, notamment avec des professeurs comme Vassallo qui a été le premier traducteur de l'Être et le Néant en 1949 et Astrada formé dans les séminaires de Scheler et d'Heidegger en Allemagne de 1929 à 1931.

Dans ce sens, si le plan d'étude prévoyant une durée de cinq ans, dont la première année était en commun avec la carrière d'Histoire et des Lettres et avec une forte composante obligatoire de l'étude de Latin et de Grec tout le long de la formation (et de la culture gréco-latine), n'avait pas vécu de modifications majeures, il faut remarquer que de légères modifications se sont mises en pratique en 1948, une fois la nouvelle loi universitaire en vigueur et les concours aux chaires effectués. La plus marquante a été la suppression de trois matières : Biologie qui avait été dictée jusqu'en 1946 par Marcos Victoria⁹ et après son expulsion en 1947 par Juan Ramon Beltrán (médecin criminologue intéressé par l'application du psychanalyse dans la criminologie), pour finir par être éliminée du plan d'études en 1948. La suppression de la matière Psychologie expérimentale et physiologique dictées aussi par Juan Ramon Beltrán et le reconnu criminologue Osvaldo Loudet ; et celle d'Épistémologie et Philosophie de la Science. A leur place avait été créée la chaire de Psychologie II dont le titulaire sera le professeur Luis Garcia Onrubia, ami de Carlos Astrada qui sera l'un des promoteurs d'un renouveau de la psychologie et de sa constitution comme une science à part entière, et qui jusqu'en 1948 était à la charge de cours à l'Université de Cuyo.

Par ailleurs, il faudrait noter que ce plan diminuait la quantité de matières de la dernière année cherchant à encourager la participation dans les activités de recherche des Instituts rattachés à la Faculté, tel qu'il avait été annoncé dans la loi 13.031, ce qui venait s'inscrire dans un élan de professionnalisation de la recherche en procès depuis la réglementation des Instituts dans les années 1940¹⁰.

Ainsi, la régulation des instituts et l'encouragement à la recherche de même que la création du cours de perfectionnement de la recherche en philosophie pourraient être lus comme un écho à la politique directive de l'université péroniste qui prétendait à une université « dépolitisée mais de rigueur scientifique ». Dans ce sens, il faut signaler que ce sont justement les cours de perfectionnement de la recherche où s'était positionné le curé péroniste Hernán Benítez, directeur aussi de la Revue de l'Université de Buenos Aires qui lui servait –tel qu'il l'avait

exprimé – d’organe d’analyse de la doctrine *Justicialiste* (Cf. Magnone y Warley, p.124). Ceci rend compte peut-être assez tôt d’un processus embryonnaire qui fera des universités aussi un noyau de formation doctrinale à partir de ce que seront les cours formation de culture nationale devenus obligatoires en 1952 sous le ministère de Méndez San Martín. D’autre part, on ne saurait rapprocher le départ des représentants du néo-thomisme des chaires ainsi que la suppression de matières liées à la médecine et à la criminologie à une intromission de la politique universitaire péroniste mais plutôt à une logique interne à la vie universitaire elle-même tendant à une professionnalisation et spécialisation des études de philosophie, conséquence aussi d’une lutte contre le positivisme enracinée dans l’université au début du XX –et où pendant quelques années venaient coïncider les intérêts des ‘réformistes’ spiritualistes et les catholiques–.

En guise de conclusion

De toute cette exposition, il ressort que l’université pendant le premier gouvernement péroniste a été prise dans un double mouvement : à la fois suivant les politiques gouvernementales un mouvement d’ouverture de démocratisation de l’accès et donc de massification des universités (gratuité depuis 1949 et accès sans examen en 1953) qui met le gouvernement péroniste en rupture avec les idéaux des interventions de 1943. D’autre part, suivant l’élan de la vie universitaire manifeste depuis les années 1930, l’université vit un processus de continuité de professionnalisation de la vie académique qui ne s’interrompt pas avec l’arrivée du péronisme au pouvoir.

Ainsi en ce qui concerne l’évolution de la philosophie dans les années du premier gouvernement péroniste et particulièrement à l’Université de Buenos Aires, malgré les expulsions de professeurs titulaires de chaires, plus qu’une rupture il ressort une continuité dans l’enseignement qui permet de renforcer la tradition de la philosophie contemporaine française et surtout allemande au sein de l’institution, tradition que les ‘réformistes’ développaient depuis les années 1920, s’opposant au positivisme qui règne à la faculté en s’intéressant au spiritualisme et au vitalisme bergsonien, à l’idéalisme kantien et à la phénoménologie de Husserl. Bien que l’enseignement de racines gréco-latines, qui avait été le standard des enseignants thomistes, demeure un pilier de l’enseignement philosophique à l’université, la tradition continentale contemporaine prend, grâce à la tâche de Alberini – Guerrero – Astrada, d’une part, mais aussi de Francisco Romero d’autre part, une importance capitale au sein de l’institution, renforcée aussi par leur formation en Allemagne et leurs rencontres avec Scheler, Husserl et Heidegger.

Dans ce sens, on pourrait lire que le Congrès de philosophie célébré sous le péronisme a fonctionné comme une plaque tournante permettant la légitimation des nouveaux titulaires dans un événement à portée nationale et internationale et a contribué à renforcer la professionnalisation du milieu philosophico-académique, faisant rentrer d’après l’avis de leurs participants, la production de la philosophie argentine dans « le mouvement universel de l’histoire de la philosophie » (cf. Guerrero, 1950 : 63).

Or, si celle-ci semble avoir été la tendance pour la carrière de philosophie à l’UBA il resterait à analyser comparativement d’une part ce qui s’est passé avec les autres parcours universitaires au sein de la même Faculté mais aussi avec la formation de philosophie au sein des diverses universités nationales. A cet égard, et à titre d’exemple, il semblerait que l’impact au sein de l’Université nationale de Cuyo s’éloigne, voire s’oppose à celui de Buenos Aires. D’après les mémoires de l’Université de Cuyo, l’enseignement de la philosophie

pendant la période péroniste aurait été prise par le thomisme catholique (*Cf. Memoria histórica*, 1965 : 327-354). Ainsi aussi le laisse entendre Arturo Roig qui en tant qu'étudiant de philosophie à Cuyo avait participé comme secrétaire au premier congrès de philosophie et déclare s'être penché sur le platonisme en tant que moyen de résistance à l'aristotélisme-thomiste régnant dans la faculté (*Cf. Ferreyra*, 2014). En ce sens, il serait intéressant de mener dans un travail à venir une comparaison entre la carrière de philosophie et les autres carrières au sein de la même faculté (dont par exemple la carrière d'Histoire qui aurait vécu un impact bien plus fort des expulsions des professeurs lors des interventions de 1946) afin d'avoir un regard non plus sur la philosophie dans ces années là mais une vision sur l'impact du péronisme sur la faculté dans son ensemble.

Bibliographie

CAIMARI, Lila, *Perón y la Iglesia Católica. Religión, Estado y Sociedad en la Argentina (1943-1955)*, Buenos Aires, Emecé, 2010.

BERDICHEVSKY, León «El peronismo en la Universidad del Litoral» in J. INGLESE *Univeridad y estudiantes. Universidad y peronismo*, Buenos Aires, Libera, 1965.

BUCHBINDER, Pablo, *Historia de la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Eudeba, 1997.

ETCHEVERRY BONEO, *Proyecto de Estatuto básico para las universidades argentinas, propuesto por el Dr. Etcheverry Boneo dirigido al Ministro de Justicia e instrucción pública: Martínez Zuviría*, Instituto Social de la Universidad del Litoral, 1944.

FERREYRA Luis Gonzalo, *philosophie et politique chez Arturo Andrés Roig. Vers une philosophie de la libération latino-américaine (1945-1975)*, L'harmattan, 2014.

FIORUCCI, Flavia, *Intelectuales y peronismo, 1945-1955*, Buenos Aires, Biblos, 2011.

GRACIANO, Osvaldo, *Entre la torre de marfil y el compromiso político: intelectuales de izquierda en la Argentina 1918-1955*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, 2008

GUERRERO, Luis Juan <dir.>, *Actas del primer Congreso Nacional de Filosofía*, Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza Argentina, 1950.

HALPERIN DONGHI, Tulio, *Historia de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Eudeba, 1962.

LUNA, Felix, *Perón y su tiempo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1984.

MANGONE C., y WARLEY J., *Universidad y peronismo (1946-1955)*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1984.

NEIBURG, Federico, *Los intelectuales y la invención del peronismo*, Buenos Aires, Alianza, 1998.

PLOTKIN, Mariano, *Mañana es San Perón: propaganda, rituales políticos y educación en el régimen peronista, 1946-1955*, Buenos Aires, Ariel, 1993.

-----, “Psicoanálisis y política: la recepción que tuvo el psicoanálisis en Buenos Aires (1910-1943)” in *Redes*, vol. III, n°8, diciembre, 1996, pp. 163-198, Universidad Nacional de Quilmes. Disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=90711321005>>

PRONKO, María Alejandra, *El peronismo en la Universidad*, EUDEBA, Buenos Aires, 2000.

UNIVERSIDAD NACIONAL DE CUYO, *Memoria histórica de la Facultad de Filosofía y Letras (1939-1964)*, Instituto de Filosofía, Mendoza, 1965

ZANATTA, Loris, *Del Estado liberal a la Nación católica. Iglesia y ejército en los orígenes del peronismo. 1943- 1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2002.

NOTES

¹ Faute d'un mot en français qui s'adapte aux différents emplois du mot espagnol *intervención*, je préfère ici le laisser en castillan. Toutefois, je tiens à souligner que l'*intervención* d'une institution désigne sa prise sous contrôle du gouvernement national. Dans le cas des universités cela se fait par l'élection directe d'un *Interventor* remplaçant le Recteur et des *Interventores adjoints* en remplacement des Doyens.

² En juillet 1943 et pendant quelques mois, avant que la nouvelle vague d'*interventores* déroulée entre 1944 et 1945 s'adaptant aux dérives et aux échos de la politique nationale ne prenne effet - l'Université du Littoral retrouve le nationaliste Jordán Bruno Genta d'abord, puis l'ancien président de l'Action Catholique, Etcheverry Boneo, comme Interventores. Le vice-président de l'Action Catholique, Lisardo Novillo Saravia prend la charge de l'Université de Córdoba alors que Carlos Pithod est nommé à celle de l'Université de Cuyo ; pour sa part, Santiago de Estrada, provenant lui aussi des files du catholicisme nationaliste, prend la tête de l'Université de Tucumán, et Ricardo Labougle celle de l'Université de La Plata.

³ À l'Université de Córdoba avait été placé l'avocat et plus tard membre de la Cours Suprême de Justice Felipe Pérez ; à l'Université de La Plata est nommé l'Interventor le médecin, ancien vice-président de l'Université de la Plata et ancien Doyen de la Faculté de Médecine Orestes Adorni ; à l'Université de Tucumán était nommé l'ancien membre du Conseil Universitaire et professeur de l'Université de Tucumán, Horacio Descole ; à l'Université de Cuyo prend le poste d'*Interventor* l'avocat Alfredo Manuel Egusquiza -remplacé quelques mois après par le professeur de profil humaniste et hispaniste Ireneo Fernandez Cruz ; finalement, à l'Université du Littoral est nommé Miguel Mordeglia, médecin sociochrétien qui avait fait partie du Conseil national d'éducation avant d'être fermé pendant la gestion d'Oscar Ivanishevich.

⁴ La loi Guardo approuvée en 1947 remplaçait la loi Avellaneda réformant le système de l'université réformatrice du co-gouvernement et de désignation de professeurs.

⁵ Enrique François était professeur de Grec en vacance depuis 1921 titulaire de cette même chaire depuis 1931, et professeur titulaire de Linguistique en 1938 ainsi que vice-doyen pendant la gestion de Ravnani.

⁶ D'après la liste des professeurs déplacés de la Faculté de Philosophie, Buchbinder signale 15 professeurs : Jacinto Cuccaro (professeur de Philosophie moderne et contemporaine), Lidia Peradotto (professeur de Logique) Rafael Arrieta, José Oría, Emilio Ravnani, Juan Ramos, Francisco Romero (professeur de gnoseologie et métaphysique), Ricardo Rojas, Antonio Ruffa, Mariano de Vedia y Mitre, Horacio Rivarola (philosophe, professeur de pédagogie), Osvaldo Loudet (professeur dans le parcours de Philosophie de la matière Psychologie expérimentale et physiologie), Jorge Max Rhode et Mariano Belgrano. Parmi les professeurs licenciés étaient Francisco de Aparicio, Amado Alonso, Ricardo Caillet-Bois, Juan Mantovani (philosophe professeur de pédagogie), Juan Canter, Sanson Raskovsky (professeur de Logique), Marcos Victoria (professeur adjoint de la chaire de Biologie du parcours de Philosophie), Manuel Río (professeur adjoint de philosophie dans la chaire de Tomas Caseres d'Histoire de la Philosophie Ancienne et Médiévale), León Dujovne (professeur de philosophie dans la chaire de Psychologie), José M. Monner Sans, Fernando Márquez Miranda et Raúl Garabelli (Professeur adjoint de Biologie dans le parcours de Philosophie).

⁷ Appelés de cette manière par les groupes contraires au péronisme faisant référence à la fois à la fleur nationale, symbole du patriotisme professé par ces professeurs et à une marque des produits d'industrie nationale et bon marché.

⁸ Par ailleurs il faudrait signaler que Octavio Derisi, s'il part de la Faculté de Philosophie de Buenos Aires c'est pour devenir le Directeur de l'Institut de Recherches Philosophiques à La Plata.

⁹ Cette suppression serait en accord avec la pression des étudiants qui, pendant la courte normalisation de 1945, avaient élevé une note au Recteur demandant la destitution du professeur et la suppression de la matière.

¹⁰ L'Institut de philosophie fondé en 1927 et dirigé par Coriolano Alberini sera réorganisé dans les années 1940 sous la direction de Luis Juan Guerrero afin de réguler les attributions et les obligations des membres des instituts.